



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

Liberté

Égalité

Fraternité

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES - DCISIF



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMITÉ DE PILOTAGE DU CONTRÔLE INTERNE FINANCIER

1^{ER} DECEMBRE 2022

Sommaire

1. Actualités

- a. Réforme de la responsabilité des gestionnaires publics
- b. Orientation du contrôle interne financier (CIF)
- c. Certification des comptes et note d'évaluation du contrôle interne (NEC)

2. Bilan des actions 2021-2022

- a. Plan d'actions ministériel :
 - Bilan à mi-parcours
 - Bilan de l'enquête annuelle
- b. Déploiement d'AGIR
 - Point sur le déploiement
 - Résultat intermédiaire
- c. Enquête DB-DGFiP : synthèse des résultats

3. Orientations 2022-2023

- a. Axes de travail à valider
- b. Travaux en cours

1. Actualités

Réforme de la responsabilité des gestionnaires public

La réforme de la responsabilité financière des gestionnaires publics (RGP), introduite par l'**ordonnance du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics**, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Elle pose les bases d'un **régime unifié de responsabilité des gestionnaires publics**, comptables et ordonnateurs.

□ **3 principes** : régime unifié, sanction uniquement en cas de faute grave avec un impact financier significatif, maintien du principe de séparation ordonnateur / comptable => **responsabilisation accrue des managers sur la qualité de la gestion.**

➔ De nouveaux enjeux consistent notamment à mieux cibler la maîtrise des risques et le renforcement du contrôle interne par le reporting des résultats pour mieux piloter => recentrer les enjeux de la responsabilité financière.

□ Au niveau interministériel

- **Un plan d'action** porté conjointement par la DB et la DGFIP
- Des groupes de travail portant sur l'analyse des risques liés à la réforme

□ Des actions ministérielles

- Dresser un état des lieux des actions prioritaires via la grille d'auto-évaluation;
- Groupes de travail : Académies/EPL/universités/opérateurs

Les orientations interministérielles du contrôle interne financier s'inscrivent dans ce contexte de la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics.

Elles visent par ailleurs à renforcer les dispositifs ministériels de contrôle interne financier par

- L'analyse du panorama du déploiement des dispositifs de CIF dans chaque ministère afin de prioriser les actions à mettre en œuvre y compris dans le cadre du plan national de relance et de résilience (PNRR) ;
- La restitution des résultats du contrôle sur la qualité des imputations budgétaires et comptables (issu d'un groupe de travail interministériel)

L'option retenue pour nos ministères, à savoir de faire réaliser l'auto-évaluation à tous les niveaux, répond à un triple objectif :

- Fournir un diagnostic réalisé sur un très large périmètre (SD et ADCE),
- Préparer les actions à venir au regard des constats
- Exploiter les retours d'expérience sur les contrôles de supervision a posteriori sur la qualité des imputations budgétaires et comptables en vue d'établir une fiche de formalisation du contrôle plus adaptée à nos enjeux.

➔ L'auto-évaluation sera renouvelée les années à venir.

Évaluations par la Cour des comptes et par le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM)

NEC 2022

Évolutions des vérifications relatives au contrôle interne en passant de l'examen des modalités de gouvernance et de mises en œuvre du contrôle interne et de l'audit interne → une évaluation de l'efficacité du contrôle interne, basé sur des contrôles de supervision *a posteriori*, d'un processus particulier dans un calendrier resserré.

En l'occurrence pour 2022 il s'agit des achats et prestations externes de l'État.

Certification des comptes de l'État

Pour le MENJ _ Sous-cycle 5.1 « Charges de personnel, engagements de retraite » : 6 questionnaires

Pour le MESR _ Sous-cycle 5.2 « Transferts, interventions et fonctionnement » : suivi des recommandations

Évaluation par le CBCM

Traçabilité des contrôles et évaluation de l'efficacité du dispositif de contrôle interne à améliorer → l'utilisation de l'application AGIR permettra de progresser dans ce domaine.

→ Évaluation basée sur l'exploitation de contrôles de supervision

2. BILAN DES ACTIONS 2021-2022

a. Plan d'action ministériel PAM 2021-2023

PAM CIF 2021-2023 - Bilan à mi-parcours

Le plan d'action ministériel (PAM) pour le contrôle interne financier (CIF) structuré en 4 volets / en 3 axes directeurs :
Améliorer / Étendre-Renforcer / Accompagner

Il poursuit les objectifs suivants dans le contexte du plan national de relance et de résilience, d'évolutions réglementaires (RGP) et d'outils, d'organisation financière :

- Adaptation aux enjeux courants ou à venir ;
- Consolidation de l'articulation budgétaro-comptable ;
- Renforcement de l'accompagnement de l'ensemble des acteurs opérationnels ;
- Accroissement des échanges et de la mutualisation ;
- Amélioration du reporting et de l'effectivité des actions déployées.

Contrôle Interne Financier de l'État

Améliorer

- 
Objectifs réalisés
 - Actualisation de la cartographie ministérielle des risques financiers
 - Rénovation des RCI Commande publique et Bourses sur critères sociaux
 - Enrichissement du guide des opérations de clôture (fiches thématiques)
- 
Objectifs en cours de réalisation
 - Renforcement des contrôles de supervision *a posteriori*
- Travaux prévus pour 2023**
 - Adapter les référentiels CIF à RenoiRH

Étendre

- 
Objectifs réalisés
 - Déploiement de l'application AGIR
 - Conception des RCI : AESH T2, Immobilisations
 - Intégration du PNRD dans AGIR
- 
Objectifs en cours de réalisation
 - Contrôle des imputations budgétaire et comptable
 - Sécurisation du SF présumé
 - RCI transferts aux organisations internationales
- 
Travaux en suspens
 - RCI Rémunération des personnels de l'assistance éducative (HT2)
 - Subventions aux associations / aux établissements

Accompagner

- 
Objectifs réalisés
 - Alimentation de l'intranet comme vecteur des bonnes pratiques
 - Adapter le pilotage et l'organisation du contrôle interne financier à la réforme territoriale
- 
Objectifs en cours de réalisation
 - Construire une offre de formation hybride

Systemes d'information

Améliorer



Objectifs réalisés

- Revue annuelle des habilitations désormais suivie dans AGIR



Objectifs en cours de réalisation

- Charte d'utilisation des accès aux univers BI du PIAD
- Renforcer l'utilisation systématique des formulaires Chorus

Travaux prévus pour 2023

- Organiser et formaliser la revue d'habilitations aux applications métiers ministérielles (AMM)

Étendre



Objectifs réalisés

- Mise en place des CSP inter académiques et l'expérimentation du CGF de l'académie de Rennes .
- Chorus Pro est utilisé par tous les EPLE, totalement interfacé avec OP@LE qui intègre en flux dématérialisé les factures déposées sur le portail Chorus Pro.



Objectifs en cours de réalisation

- Mise à disposition d'une 1^{ère} requête T2. Des travaux conjoints avec les bureaux de DAF C3, le DCISIF et la DNE se poursuivent sur les aspects d'organisation des données et de développement de nouvelles requêtes BO.
- En développement pour les données Chorus.

Accompagner



Objectifs réalisés

- Tenue de classes virtuelles régulières ;
- Accompagnement et suivi des projets de dématérialisation et d'automatisation des processus ;
- Suivi des objectifs d'atteinte des prérequis techniques de sécurité nécessaire à la mise en place du travail à distance.

Maitrise des Risques Comptables et Financiers en EPLE (MRCF – EPLE)

Piloter

✔ Objectifs réalisés

- Pérenniser et améliorer l'enquête de restitution du déploiement de la MRCF en EPLE, vecteur de sensibilisation
- Enrichir les espaces des ressources documentaires

Articuler les projets

✔ Objectifs réalisés

- Adapter le décisionnel en modifiant la fréquence des restitutions via COFIpilotage ⇒ restitution trimestrielle
- Renforcer la sécurisation des processus par une meilleure traçabilité et une automatisation accrue ⇒ chaque vague de déploiement intègre son lot d'amélioration dans ce sens

→ Travaux prévus pour 2023

- Développer une version d'ODICé adaptée à OP@LE et à la nouvelle instruction M9-6 de 2020

Renforcer l'accompagnement

✔ Objectifs réalisés

- Accompagner les EPLE pour atteindre les pré-requis pour le passage à OP@LE : conformité de la comptabilité générale

→ Objectifs en cours de réalisation

- Formation des agents : intégrer un module MRCF au cursus des personnels de direction

Travaux prévus pour 2023

- Concevoir une formation à la maîtrise des risques nationale à décliner en académie à destination des services comme des EPLE (1^{ère} partie = souche commune, 2nde partie = spécialisée selon la structure)

Piloter la dynamique de réseau

- ✔ **Objectifs réalisés**
 - La pérennité de l'enquête annuelle
 - Différentes actions de sensibilisation et d'information ont été conduites auprès des réseaux métiers de l'enseignement supérieur
 - Le séminaire annuel reste l'occasion de partager les pratiques
- ➔ **Objectifs en cours de réalisation**
 - L'enrichissement de la documentation est en voie d'être mise à disposition, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme de la responsabilité des gestionnaires publics.

Renforcer et sécuriser

- ✔ **Objectifs réalisés**
 - La tutelle assure le suivi des réserves émises par les commissaires aux comptes mais n'en réalise pas un axe d'analyse qui ferait l'objet d'un reporting
- ➔ **Objectifs en cours de réalisation**
 - La contribution des intervenants au séminaire annuel alimente le site collaboratif
 - Les restitutions de l'analyse de l'enquête annuelle insistent sur le renforcement du CIB pour le porter au niveau du CIC et intégrer pleinement une démarche unique.

Accompagner et animer

- ✔ **Objectifs réalisés**
 - Communication des évolutions réglementaires intervenues
- ➔ **Objectifs en cours de réalisation**
 - Les actions de sensibilisations et outils de formation notamment dans le cadre de la RGP
- Travaux à conduire**
 - Rénovation du site collaboratif « Contrôle interne et qualité financière des opérateurs de l'ESR »

Bilan de l'enquête annuelle

➤ Données saisies dans G2P

Les axes d'analyse

- Processus rémunérations
- Processus hors rémunérations

Intégration des contrôles de supervision existants (socle, habilitations frais de déplacement, bourses scolaires) dans AGIR

Taux de remontée (pour 32 projets académiques)

- **T2 : 69%** (81% en 2021)
- **HT2 : 78%** (75% en 2021)

➔ L'évaluation du contrôle interne financier est en phase de transition au niveau des modalités comme des outils. Cette nécessité se confirme en observant les résultats de l'enquête annuelle.

Processus Hors Rémunération

Rappel 2021

RCIC	Clé	Non clé	Total général	Clé	Total	△ Clés	△ Total
Bourses de l'enseignement scolaire	▶ 61	56	▶ 58	68	65		👉 -7
Bourses de l'enseignement supérieur	▶ 39	38	▶ 38	37	37		➡ 1
Chorus : Fonctions support	▶ 65	45	▶ 52	72	60		👉 -8
Commande publique	▶ 45	33	▶ 36		62		
Forfait d'externat	▶ 58	55	▶ 56	60	57		➡ -1
Frais de déplacements	▶ 68	64	▶ 66	70	69		➡ -3
Frais de jurys des examens et concours	▶ 53	36	▶ 41	48	39		➡ 3
Immobilisations (hors logiciels produits en interne _ LPI)	▶ 23	15	▶ 18				
Opérations de clôture / Compte épargne temps	▶ 74	56	▶ 65	74	65		➡ -1
Opérations de clôture / Provisions pour litiges	▶ 59	56	▶ 57	63	63		👉 -6
Prestations d'action sociale	▶ 63	57	▶ 60	67	62		➡ -2
Recettes étrangères à l'impôt et au Domaine/Fonds de concours	▶ 53	61	▶ 59	57	55		➡ 4
Subventions aux établissements (hors forfait d'externat)	▶ 38	43	▶ 42	40	44		➡ -2
Total HT2	51	41	45	60	57		-12

Niveau de déploiement  ≥ 70%  ≥ 40%  < 40%

➡ variation ≤ -5 (stable)

👉 variation > -5

Processus Rémunération

Rappel 2021

RCIC	Clé	Non clé	Total général	Clé	Total	△ Clés	△ Total
Absence de service fait		72	▶ 72		74		➔
Affectation et prise en charge lauréat concours	▶ 75	74	▶ 74	75	76		➔
Congé maladie ordinaire (CMO)	▶ 62	73	▶ 65	65	67		➔
Fins de fonctions entraînant une fin de rémunération	▶ 57	63	▶ 62	55	63		➔
Gestion des AESH rémunérés sur le T2	▶ 37	29	▶ 32				
Gestion du CLM, CLD et CGM	▶ 73	65	▶ 66	74	68		➔
Gestion du temps partiel	▶ 69	61	▶ 63	70	64		➔
Heures supplémentaires saisies en établissement	▶ 40	49	▶ 46	39	49		➔
Indemnités (hors indemnités saisies dans ASIE et STS)	▶ 70	65	▶ 66	74	72		➔
Nouvelle bonification indiciaire (NBI)	▶ 60	70	▶ 62	67	70		➔
Prise en charge d'un agent	▶ 71	59	▶ 64	76	66		➔
Supplément familial de traitement		69	▶ 69		69		➔
Total T2	63	63	63	67	67		-4

Niveau de déploiement ▶ ≥ 70% ▶ ≥ 40% ▶ < 40%

➔ variation ≤ -5 (stable) ➔ variation > -5

Éléments de bilan

Contexte

Phase de déploiement de l'application AGIR parallèlement à la période de saisie des données dans G2P.

Constats

- Recul sur l'ensemble des processus, pas nécessairement lié à l'absence de réalisation des AMR mais à un manque de mobilisation sur le sujet dans un contexte particulièrement riche en activités (mesures nouvelles) ;
- Les résultats indiqués restent en-deçà de ceux de 2019 ;
- Les référentiels les mieux déployés sont ceux portant les enjeux les plus forts
- Les référentiels les moins déployés sont les nouveaux ou ceux insuffisamment outillés ;
- La prise en main des nouveaux RCI demande toujours un peu de temps d'appropriation.

Conclusion

Ce mode d'évaluation n'apparaît plus pertinent => L'enquête via G2P ne sera pas renouvelée au profit de l'exploitation des résultats saisis dans **AGIR**.

FOCUS – déploiement du plan de la maîtrise des risques comptables et financiers (MRCF) en EPLE

SYNTHÈSE ENQUÊTE MRCF 2021 & 2022

Résultats 2021						
	Nbre rép AC	Agences comptables	Taux	Nbre rép ER	Établissements rattachés	Taux de participation
Nombre total d'établissements	25	999		25	5 911	
Nombre d'établissements ayant utilisés ODICé	25	720	72%	25	3 270	55%
Nombre d'établissements ayant réalisés un organigramme fonctionnel nominatif (OFN)	25	685	69%	25	2 803	47%
Nombre d'établissements ayant élaborés un plan d'action	25	483	48%	25	1 601	27%

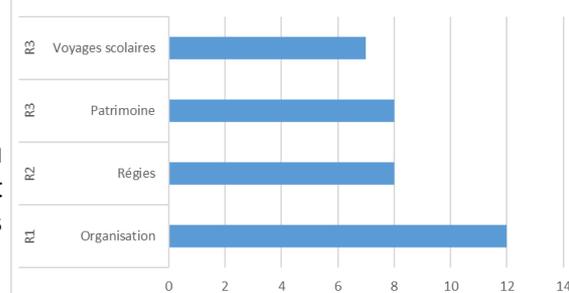
Nombre d'académies ayant répondu	25
Taux de participation	83%

Résultats 2022						
	Nbre rép AC	Agences comptables	Taux	Nbre rép ER	Établissements rattachés	Taux de participation
Nombre total d'établissements	24	935		24	5 299	
Nombre d'établissements ayant utilisés ODICé	24	780	83%	24	3 850	73%
Nombre d'établissements ayant réalisés un organigramme fonctionnel nominatif (OFN)	24	721	77%	24	3 088	58%
Nombre d'établissements ayant élaborés un plan d'action	24	502	54%	24	1 924	36%

Nombre d'académies ayant répondu	24
Taux de participation	80%

Les rubriques d'ODICé où les risques sont principalement identifiés

Analyse ODICé _ Valeurs les plus fréquentes



2. BILAN DES ACTIONS 2021-2022

b. Déploiement d'AGIR

Mise en place d'AGIR

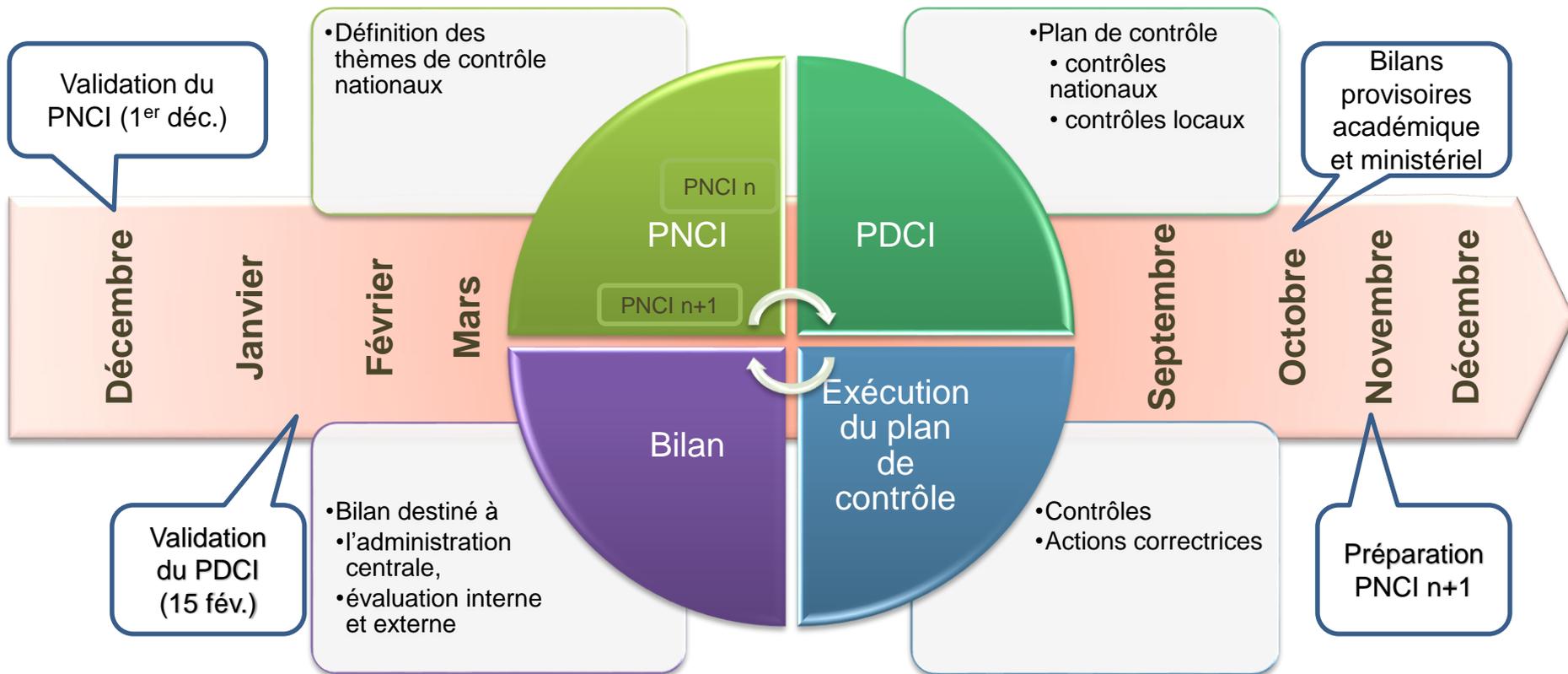
Objectifs

- **L'évaluation du dispositif** afin
 - de s'assurer de son **effectivité** et de son **efficacité**, (pour être évaluable, le dispositif doit être formalisé et tracé),
 - d'identifier les **axes de progrès** et ainsi inscrire la démarche dans une **logique pérenne d'amélioration continue**
 - ➡ **actualiser le dispositif.**
- ➔ Contrôles préalablement définis et arrêtés dans le Plan national de contrôle interne (PNCI).

Point d'étape

- **Gestion des utilisateurs** : recensement mensuel
- **L'accompagnement** des académies : classes virtuelles / FAQ, point bilatéral si besoin, accès à la base de formation
- **Les plans directionnels de contrôle interne (PDCI)** prévus : 34 pour les académies, vice-rectorats et service de l'éducation nationale et un pour l'administration centrale soit un large déploiement couvrant 7 thèmes de contrôle nationaux obligatoires (hors PNRR).

Cycle d'une campagne dans AGIR



Point sur le déploiement d'AGIR

État des lieux

- Sur 35 PDCI 2022 au total : 29 sont validés soit 83% au 30 novembre 2022 dont 24 dans le délai attendu (31 mai 2022) et sont en cours de réalisation.

Prochaines étapes

- Préparation du PNCI 2023 : extension du périmètre des champs couverts ;
- Actualisation des catalogues par l'intégration de nouvelles entrées ;
- Élaboration des fiches de formalisation pour les nouveaux contrôles ou modification de celles existantes ;

Actions à conduire

- Définir et valider le PNCI
- Formation à l'exploitation des tableaux de bord

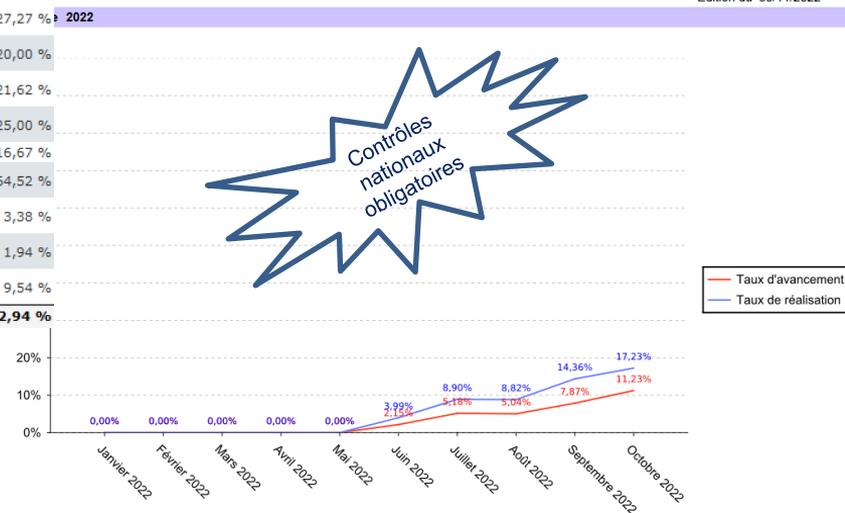
Le mode d'évaluation national évolue mais ne remet pas en question l'existence des RCI qui subsistent comme documentation des risques → il faut toujours porter à la connaissance des acteurs et suivre.

Synthèse des données AGIR

À noter : 3 académies
 ↪ 8 thèmes de contrôle locaux

Chiffres et statistiques										
Taux d'avancement global		Taux de réalisation global		Nombre d'actions en cours		Nombre de propositions d'action			Indice de conformité grilles AO et AC	
15.18 %		18.75 %		3		72			96.71 %	
Thème de contrôle	Nature de thème	A réaliser	En cours	Validé	Total	Taux de réalisation	Total contrôlés programmés	Taux d'avancement		
Chorus_Revue des habilitations Chorus Cœur	National obligatoire	11	1	24	36	66,67 %	36	66,67 %		
Gestion de personnels -Revue des habilitations aux SIERH	National obligatoire	120	11	5	136	3,68 %	136	3,68 %		
HT2_Bourses de l'enseignement scolaire - Conformité des dossiers	National obligatoire	21	11	12	44	27,27 %	44	27,27 %		
HT2 - Correcte utilisation de la carte achat niveau 1	National facultatif	15	1	6	22	27,27 %	30	20,00 %		
HT2- Frais de déplacements (missions) - Conformité des dossiers	National obligatoire	77	10	24	111	21,62 %	111	21,62 %		
PNRR-C7.19-Continuité Pédagogique - SNEE - contrôle du nombre de classes	National facultatif	2	0	1	3	33,33 %	4	25,00 %		
PNRR - C8.19 - Prêts garantis par l'Etat	National obligatoire	5	0	1	6	16,67 %	6	16,67 %		
Socle CIF - Organisation du contrôle interne financier en académie	National obligatoire	9	2	20	31	64,52 %	31	64,52 %		
T2_Indemnités - Attribution conforme en cas de cumul	National facultatif	177	5	7	189	3,70 %	207	3,38 %		
T2 - Indemnités - Correcte attribution de l'ISS des directeurs d'école	National obligatoire	98	3	2	103	1,94 %	103	1,94 %		
T2_Nouvelle bonification indiciaire Attribution conforme	National obligatoire	112	16	29	157	18,47 %	304	9,54 %		
Total		647	60	131	838	15,63 %	1 012	12,94 %		

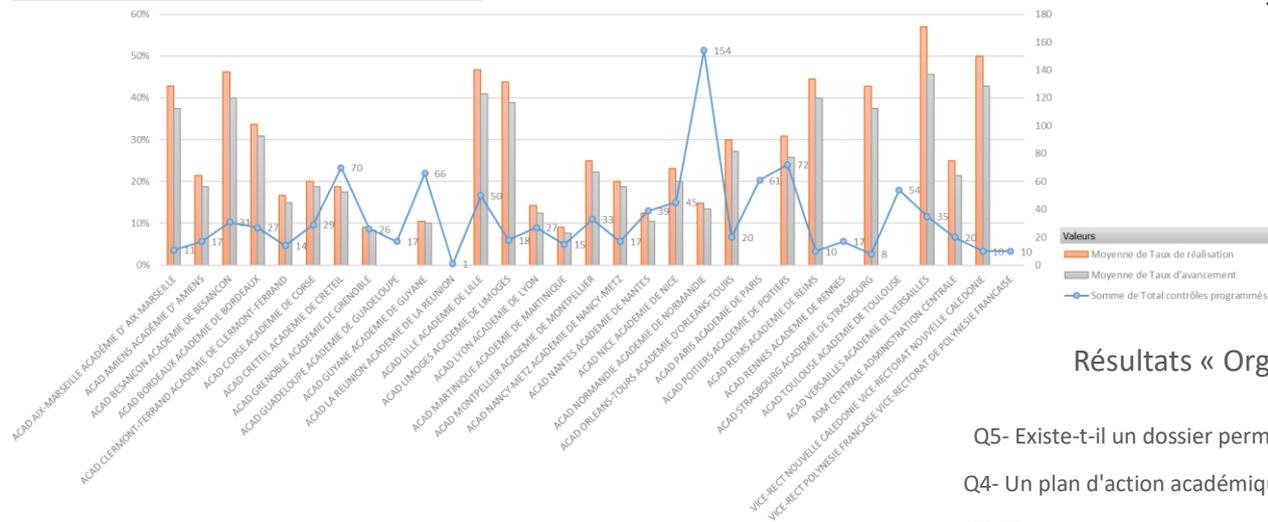
Edition du 30/11/2022



Mise en œuvre des contrôles

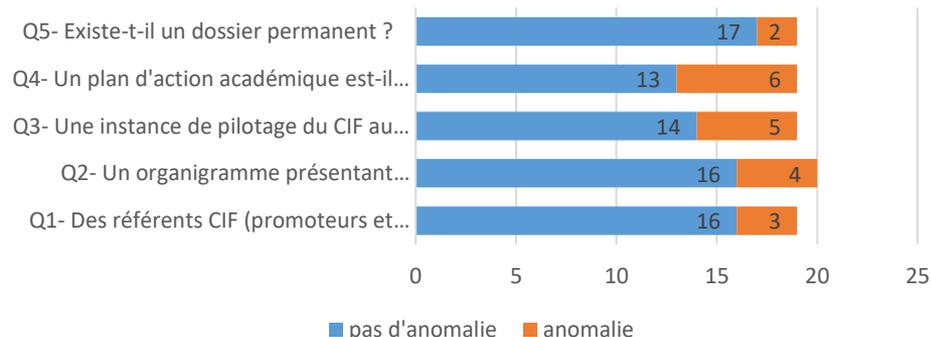
Nature de thème - Y

Somme de Total contrôles programmés Moyenne de Taux de réalisation Moyenne de Taux d'avancement



- ✓ Nombre de contrôles programmés pour une académie :
 - ✓ Mini = 8
 - ✓ Maxi = 154
 - ✓ Moyenne = 34

Résultats « Organisation du CI financier en académie »



Focus sur les données relatives au « socle CIF » désormais analysées sous cet angle

Risques analysés avec leur répartition

Les risques réalisés en cas d'anomalies qui se retrouvent en nombre plus importants sont les suivants

Risque	Nombre risques réalisés	Répartition des risques réalisés ²
12.01.06 Prise en compte de dossiers non conformes à la réglementation	30	13,4%
12.01.01 Défaut de respect de réglementation	24	10,7%
04.01.06 Mise à jour erronée des données usagers (Dossier inexact ou incomplet)	23	10,3%
06.02.01 Absence de suivi et de traçabilité des habilitations au SI	21	9,4%
12.02.02 Non réalité des informations déclarées par l'agent et ou usager	20	8,9%
04.01.03 Attribution ou retenue à tort d'indemnités/non attribution d'indemnités	18	8,0%
01.02.01 Pièces justificatives non conformes ou absentes de la demande de prise en charge adressée au comptable	13	5,8%
02.02.01 Défaut et insuffisance de planification des activités de contrôle interne	10	4,5%
12.02.03 Non respect volontaire des droits d'accès au système d'information	10	4,5%
02.01.05 Défaut d'organisation	8	3,6%
02.01.06 Mauvaise attribution et répartition des tâches	7	3,1%
06.01.01 Insuffisance dans les attributions et des accès informatiques	7	3,1%
12.02.04 Risque de fraude interne ou externe	6	2,7%
06.02.02 Erreur dans le traitement de la demande d'habilitation	6	2,7%
12.01.05 Paiement ou demande de paiement basé sur dossier non conforme à la réglementation	5	2,2%
09.01.05 Double paiement (constitution dossiers en doublon)	5	2,2%

2. BILAN DES ACTIONS 2021-2022

c. Enquête DB-DGFiP : synthèse des résultats

Note d'orientations du CIF État pour 2022

Contexte

Dans la note d'orientations du CIF État pour 2022, la direction du budget (DB) et la direction générale des finances publiques (DGFIP) ont sollicité les ministères pour dresser un panorama du déploiement du contrôle interne financier sous 3 axes :

- une auto-évaluation des dispositifs de contrôle interne financier (CIF), tant en administration centrale qu'en service déconcentré ;
- une auto-évaluation sur le périmètre spécifique des mesures du plan de relance et de résilience ;
- une expérimentation du contrôle sur la qualité des imputations budgétaire et comptable.

Mise en œuvre

La direction des affaires financières, les services de l'administration centrale (RPROG) ainsi que toutes les académies ont été invités pour la première fois à répondre à ce questionnaire. Les données collectées ont été compilées afin d'obtenir la maturité du dispositif de contrôle interne.

Quelques questions, et notamment celles relatives au pilotage et à la gouvernance, ont été évaluées directement par la direction des affaires financières.

Note d'orientations du CIF État pour 2022

Ces travaux ont permis d'évaluer la maturité du dispositif de contrôle interne financier de nos ministères qui est évaluée à **84,5 sur 100**.

Composantes du contrôle interne financier	effectivité	efficacité
I. Eléments constitutifs du contrôle interne financier (effectivité /30)	24,5	
I.a Gouvernance et pilotage (10)	7,75	
I.b Identification des risques (5)	4,25	
I.c Couverture des risques et plan d'action (5)	3,25	
I.d Amélioration continue du dispositif de CIF (5)	4,75	
I.e Accès à l'information (5)	4,5	
II. Contrôle interne financier - soutenabilité (effectivité /10, efficacité /15)	6,25	14,75
II.a Formalisation de l'organisation, documentation, traçabilité (10)	6,25	
II.b Qualité de la programmation en début de gestion (efficacité sur 5 points)		4,75
II.c Qualité de l'actualisation et du suivi de la programmation (efficacité sur 5 points)		5
II.d Soutenabilité de la gestion (efficacité sur 5 points)		5
III. Contrôle interne financier - qualité des comptabilités budgétaire et générale (effectivité /10, efficacité /30)	7,5	28
III.a. Formalisation de l'organisation, documentation, traçabilité (effectivité sur 10 points)	7,5	
III.b. Qualité de la comptabilité budgétaire (efficacité sur 15 points)		15
III.c. Qualité de la comptabilité générale (efficacité sur 15 points)		13
IV. Participation au développement de la culture de la maîtrise des risques (effectivité sur 5 points)	3,5	0
Sous-total effectivité (sur 55)	41,75	
Sous-total efficacité (sur 45)		42,75
Maturité du dispositif de contrôle interne (total sur 100) :	84,5	

Note d'orientations du CIF État pour 2022

L'analyse des résultats de l'enquête a également fait apparaître les tendances suivantes :

➤ Points forts :

- l'organisation des instances de pilotage et la cartographie des risques (effectivité)
- l'évaluation du dispositif de CIF et la culture de la maîtrise des risques (effectivité)
- la qualité de la programmation, du suivi budgétaire et des comptabilités budgétaire et générale (efficacité)

➤ Les marges de progrès :

- les moyens humains consacrés au CIF, à renforcer (effectivité)
- l'articulation entre cartographie des risques, plan d'action et résultats des contrôles (effectivité)
- la documentation des actions de CIF sur le volet budgétaire (efficacité)

L'expérimentation du contrôle sur la qualité des imputations budgétaire et comptable :

- Le taux d'anomalie : 1,28% sur près de 2 500 engagements juridiques contrôlés
- Les principales erreurs relevées concernent le domaine fonctionnel et les combinaisons d'imputations comptable et budgétaire

➔ un contrôle de supervision sur la qualité des imputations budgétaire et comptable sera intégré dans AGIR, application permettant la formalisation et la traçabilité des contrôles.

3. Orientations 2022-2023

La cartographie est organisée autour des processus, tous programmes confondus. Elle est scindée en 2 volets : budgétaire et comptable

Sur la cartographie budgétaire

- Intégration des risques liés

A l'inflation : Augmentation des dépenses liées à l'inflation (énergies, révision prix, ...)

Au plan national de relance et de résilience (PNRR) : Non atteinte de la cible fixée dans la temporalité du PNRR ; liste des bénéficiaires comportant des données erronées ou non conforme aux attendus du PNRR (arrangements opérationnels).

Aux dépenses informatiques : Financement de projets de non budgétés initialement avec impact sur les budgets annuels suivants

- Revu de la cotation des risques :

Sur le titre 2 : prise en compte des actions de maîtrise de risque (rénovation maquette budgétaire, dialogue renforcé)

Sur le PNNR : prise en compte des rapports d'audit

Sur la cartographie comptable

- Intégration des données jeunesse et sports

Actualisation de la cartographie ministérielle agrégée des processus et risques

Processus	Sous-processus	Risques	Impact	Occurrence	Criticité
Transverse	Organisation	carence dans la gestion, délégations de signature erronées ou incomplètes	Modéré	Possible	J
	RH	perte de compétences, manque d'attractivité	Majeur	Possible	O
	SI	Dysfonctionnements des systèmes d'information Habiletations non conformes aux délégations de signature	Majeur	Possible	O
	Budget	Erreur sur le tiers, Non soutenabilité du fait de l'augmentation des dépenses liées à l'inflation (énergies, révision prix, ...)	Modéré	Quasi-certain	O
Rémunérations et autres dépenses de personnel	Tous	Dépassement du plafond d'emplois/schémas d'emplois Mauvaise programmation budgétaire et/ou Absence de suivi budgétaire Mauvaise estimation des besoins (dont prévision erronée des départs, retour de mobilité, passage en CDI) Mauvaise répartition des crédits entre RBOP Fraude Mise à jour erronée des données agents (Dossier inexact ou incomplet) Archivage non conforme ou défaut d'archivage des documents et pièces justificatives Dysfonctionnements des SI (automatismes, prise en compte tardive des modifications réglementaires)	Majeur	Possible	O
Fonctionnement/ Commande publique / Baux / Frais justice	Tous	Mauvaise programmation budgétaire et/ou Absence de suivi budgétaire Non respect de l'achat public, de la chaîne de la dépense Fraude Pièces justificatives non conformes	Modéré	Possible	J
Charges de fonctionnement indirect	Subventions pour charges de service public	Non prise en compte des éléments externes et internes dans la budgétisation et dans le suivi de gestion Insuffisance de crédits générée par des dépenses imprévues notamment liées à la gestion du patrimoine immobilier Insoutenabilité du fait de mesures salariales insuffisamment budgétées ou offre de formation trop importante Risque d'informations erronées dans la décision attributive de crédit ☒	Modéré	Possible	J
Interventions ☒	AESH et AED	Mauvaise programmation budgétaire et/ou Absence de suivi budgétaire (enquêtes sur l'exécution du contingent alloué erronées)	Majeur	Probable	R
	Bourses sur critères sociaux et aides au mérite	Mauvaise programmation budgétaire et Absence de suivi budgétaire Défaut de respect de la réglementation Dysfonctionnements des SI (automatismes, prise en compte de nouvelles mesures)	Majeur	Probable	R
	Autres dispositifs d'intervention tous programmes	Mauvaise estimation des besoins Mauvaise programmation budgétaire et Absence de suivi budgétaire Défaut de respect de réglementation ☒	Modéré	Possible	J
PNRR	Tous	Non atteinte de la cible PNRR Carence dans la consolidation du suivi de l'exécution et dans la formalisation des contrôles Absence de suivi	Majeur	Probable	R
Recettes	Gestion des fonds de concours, attributions de produits et des rétablissement de crédits	Prescription liée à la non émission ou l'émission tardive du titre de recette (dont MAD, indus) Non émission d'un titre Non recouvrement	32 Modéré	Probable	O

Thèmes de contrôle prévus pour le PNCI 2022 – 2023

Domaine	Thème de contrôle		2022	2023
Transverse	Organisation du contrôle interne CIF en académie (socle CIF)	S'assurer du pilotage du CIF	O	O
	Revue des habilitations Chorus cœur et Chorus Formulaires		O	O
	Revue des habilitations aux SIERH		O	O
Processus T2	Nouvelle bonification indiciaire	S'assurer de l'attribution conforme	O	O
	Attribution conforme en cas de cumul	S'assurer de la comptabilité des primes et indemnités	O	O
	Correcte attribution de l'ISS des directeurs d'école	S'assurer de l'attribution conforme	F	O
	Justification du retour paye	S'assurer de la complétude et de la qualité des dossiers transmis au service liaisons et rémunérations		O
	Qualité de contrôle du départ paye	S'assurer que la procédure de contrôles des opérations préalable au départ de la paye est respectée		O
	Formation des agents aux aspects métier et techniques	S'assurer que les gestionnaires RH sont formés à la paye en début et en cours de carrière		O
	Correcte génération du mouvement de paye correspondant aux éléments de rémunération (M02)	S'assurer que la paye est effectivement arrêtée en cas de fin de fonction		O

Remarque - Parmi les thèmes existants les spécificités liées à RenoiRh seront intégrées dans les fiches de formalisation, notamment pour la revue des habilitations.

Domaine	Thème de contrôle		2022	2023
Processus HT2	Bourses de l'enseignement scolaire	S'assurer de la conformité des dossiers de bourses	O	O
	Frais de déplacements (missions)	S'assurer de la conformité des états de frais	O	O
	Correcte utilisation de la carte achat	S'assurer de la conformité des achats	F	O
	Qualité des imputations budgétaire et comptable et de la programmation, de gestion des EJ	S'assurer du correct renseignement des informations budgétaires-comptables et de la bonne gestion des EJ		O
	Respect des règles juridiques et financières de la commande publique	S'assurer que les acteurs de la chaîne de la dépense maîtrisent et respectent les règles juridiques et procédures encadrant la commande publique		O
	Crédits handicap – Conformité de l'utilisation des crédits handicap	S'assurer du respect des critères fixés par le FIPHFP et de la conformité d'utilisation des crédits		F
PNRR	Prêts étudiants garantis par l'État _ Qualité des données	S'assurer que les prêts étudiants souscrits en vertu du prêt étudiant garanti par l'Etat sont conformes aux instructions interministérielles et ministérielles	O	O
	Continuité Pédagogique - SNEE - contrôle du nombre de classes	Garantir la fiabilisation de l'indicateur « nombre de classes bénéficiaires par école »	O	O
	Internat d'excellence	Garantir la fiabilisation de l'indicateur « nombre de places créées ou réhabilitées »	O	O

Contenus soumis à la validation du COPIL

- Validation cartographie ministérielle actualisée

- Validation PNCI (plan national de contrôle interne) en académies et en administration centrale
 - ! Date de validation du PDCI 2023 → 15 février 2023 (ouverture de la campagne 2023 : 16 janvier)**

- Remobilisation du réseau de référents CIF en administration centrale

- Renforcer / construire la formation CIF

Travaux en cours

- Préparation du prochain plan d'action ministériel CIF 2024-2026 : Définition des actions
- Création d'un RCI relatif aux subventions d'investissement des opérateurs
- Impacts de RenoiRH et de la mise en place des CGF sur l'organisation des services → mise à jour des RCI en conséquence
- Formalisation des contrôles inscrits au PNCI
- Calendrier des actions
 - 8 décembre 2022 : Classe virtuelle « Bilan du déploiement du CIF 2022 et présentation de la feuille de route 2023 »
 - juin 2023 : Séminaire annuel

Direction des Affaires Financières Département du contrôle interne et des systèmes d'information financière (DCISIF)

Contacts

Claire.Galy@education.gouv.fr

Chef de département

Cecile.Clement@education.gouv.fr

Adjointe au chef du département

Regine.Candor@education.gouv.fr

Catherine.Demez@education.gouv.fr

Linda.Nesnas@education.gouv.fr

Francis.Unal@education.gouv.fr

Chefs de projet CIF

pilotage.cif@education.gouv.fr

<https://www.pleiade.education.fr/StructuresMetiers/GBFC/000020/000005/Pages/2.aspx>